

LA BELGIQUE FACE À LA CRISE MIGRATOIRE : ANALYSE CRITIQUE DE L'ACCUEIL

[Elsa Mescoli](#)

De Boeck Supérieur | « Pensée plurielle »

2021/2 n° 54 | pages 95 à 106

ISSN 1376-0963

ISBN 9782807394728

DOI 10.3917/pp.054.0095

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2021-2-page-95.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La Belgique face à la crise migratoire : analyse critique de l'accueil

ELSA MESCOLI

Résumé : Le discours sur la « crise migratoire » apparu depuis 2015 décrit un double processus : d'une part, l'augmentation progressive du nombre de demandeurs d'asile cherchant refuge en Europe ; d'autre part, une crise de l'accueil questionnant les politiques de gestion de ces nouveaux migrants. Ce chapitre vise à interroger plus particulièrement ce deuxième aspect depuis l'expérience et le vécu des acteurs concernés. Sur base des résultats d'un projet de recherche mené en Belgique, il s'agira d'étudier à la fois les formes de mobilisation émergeant auprès de la société civile pour faire face aux effets de la « crise » et au défaut de prise en charge des institutions, et les actions et pratiques des migrants eux-mêmes dans ce contexte. L'analyse critique de ces matériaux permettra de démontrer la complexité des enjeux de l'accueil.

Mots-clés : *crise, réfugiés, Belgique, accueil, mobilisations*

Belgium and the migration crisis: a critical analysis of the reception

Abstract: The discourse on the “migration crisis” that has emerged since 2015 describes a twofold process: on the one hand, the gradual increase in the number of asylum seekers seeking refuge in Europe; on the other hand, a crisis of reception that questions the policies for managing these new migrants. This chapter aims to examine this second aspect in particular from the perspective of the experience of the actors concerned. Based on the results of a research project conducted in Belgium, it will study both the forms of mobilisation emerging from civil society to deal with the effects of the “crisis” and the failure of institutions to take charge, and the actions and practices of the migrants themselves in this context. The critical analysis of these materials will demonstrate the complexity of the issues of reception.

Keywords: *crisis, refugees, Belgium, reception, mobilisations*

Introduction

Dans le contexte discursif contemporain concernant les questions migratoires, il émerge au moins depuis 2015 la notion d'une crise à double portée : d'un côté, une crise migratoire due à l'augmentation progressive du nombre de demandeurs d'asile cherchant refuge en Europe ; d'autre côté, une crise de l'accueil questionnant les politiques de gestion de ces nouveaux migrants. La sécurisation des frontières extérieures de l'Europe, l'adoption de politiques nationales de plus en plus restrictives et la déresponsabilisation des États membres déterminent à la fois et paradoxalement la diffusion d'opinions anti-immigrants et le développement d'initiatives de solidarité et soutien aux migrants visant à combler le manque perçu de prise en charge par les institutions. L'opinion publique et les actions se polarisent : les acteurs sociaux et politiques, notamment les décideurs politiques, les ONG et les associations de la société civile, ainsi que des activistes ou des citoyens lambda, adoptent des discours, stratégies et pratiques divers(e)s allant de l'opposition au soutien inconditionnel¹.

Depuis ces constats de départ, ce chapitre présente une partie des résultats du projet de recherche « PUMOMIG – Opinion publique, mobilisations et politiques concernant les demandeurs d'asile et les réfugiés dans un contexte anti-immigration (Europe et Belgique) »². Ce projet focalise sur les opinions et actions pro- et anti- migrants développées en Europe et en Belgique, en incluant également l'analyse de la perception que les migrants³ ont du système d'asile et des politiques et pratiques d'accueil en Belgique. Plus particulièrement, je présenterai dans ce texte : la méthodologie de recherche adoptée ; les discours, les actions et les formes de mobilisation pro- et anti- migrants en Belgique (avec un focus sur les facteurs qui les déterminent, les motivations des acteurs concernés et les dynamiques relatives aux réseaux qui se constituent) ; les manières dont l'*agency* des migrants se développe et manifeste dans ce cadre ; quelques réflexions finales. L'objectif de ce chapitre est d'appréhender les politiques d'accueil des demandeurs d'asile et réfugiés en Belgique depuis la perspective et les actions des différents acteurs concernés.

1. Il s'agit d'une polarisation visible au niveau du discours public notamment et des médias. Cela n'empêche pas l'existence d'opinions diversifiées et nuancées, ou d'une absence d'opinion, à d'autres niveaux.

2. Projet financé par BELSPO – Politique scientifique fédérale, coordonné par l'Université Libre de Bruxelles et mené en partenariat avec l'Université de Liège et la Katholieke Universiteit Leuven. Ce projet s'est déroulé entre Septembre 2017 et Octobre 2019.

3. Les catégories de demandeurs d'asile (récemment muté en « demandeurs de protection internationale ») et de réfugié sont entendues ici en faisant référence au cadre légal et décrivent le profil d'une partie des participants de cette étude. Dans d'autres cas, les actions objets de cette recherche concernaient principalement des personnes en séjour illégal en Belgique, qui seront donc incluses dans l'analyse. Le terme « migrant(s) » sera adopté pour adresser ces trois catégories dans leur ensemble.

I. Méthodologie

La méthodologie du projet PUMOMIG se structure en différentes phases⁴. Une première phase vise à étudier l'opinion publique concernant les immigrations contemporaines dans une perspective quantitative et comparative, se basant principalement sur les données de la European Social Survey (ESS). L'augmentation du nombre de demandeurs d'asile au cours des dernières années a déterminé des positionnements divergent entre les États qui ont instauré des procédures d'asile restrictives et les pays qui ont adopté des politiques plus ouvertes. Dans ce cadre, l'objectif de cette phase est d'étudier les préférences des individus en matière de politique concernant les réfugiés au sein des États européens. Les facteurs pris en compte dans cette analyse quantitative sont tout d'abord les perceptions des menaces économiques et culturelles, qui pourraient expliquer pourquoi certains individus soutiennent des politiques plus restrictives. En outre, cette approche inclut l'étude du rôle joué par le fait d'embrasser les valeurs de l'universalisme et/ou de la tradition-conformité dans la formation des opinions dans ce champ. Enfin, l'étude quantitative prend en compte l'impact du contexte économique, migratoire et politique dans ce processus, et plus particulièrement l'influence du taux de chômage, le nombre de demandeurs d'asile pour 1 000 habitants, la proportion de demandeurs d'asile originaires de régions en conflit du Moyen-Orient et le taux d'approbation des demandes d'asile.

Ensuite, le projet PUMOMIG établit une comparaison entre cinq pays européens (Allemagne, Suède, Grèce, Hongrie, Italie) en matière d'opinion publique et actions concernant les demandeurs d'asile et les réfugiés. Il s'agit de pays au sein desquels les approches politiques aux questions migratoires sont différentes, bien qu'encadrées par un référentiel européen commun. La polarisation de l'opinion publique dans ces contextes détermine aussi l'émergence d'initiatives locales diversifiées, allant dans certains cas à l'encontre des démarches nationales. Les contextes locaux font preuve d'autonomie et contrastent les tendances nationales en termes d'opinion et d'action. Dans certains cas, les politiciens locaux et les citoyens ont refusé d'assumer la responsabilité des tâches de réception assignées par leur gouvernement national. Dans d'autres cas, les acteurs locaux se sont opposés aux politiques restrictives de l'État et aux tendances anti-immigrés, montrant des idées spécifiques d'hospitalité et développant des pratiques d'accueil qui vont au-delà des dispositifs de réception institutionnels. Dans ces cas, les gouvernements locaux ainsi que les organisations de la société civile, les ONG et l'ensemble de l'écosystème des villes s'est révélé être fondamental non seulement au vu de l'appui fourni à la gestion à court terme des structures d'accueil collectives et individuelles, mais aussi dans les processus d'intégration sociale, économique et culturelle des réfugiés.

Ces dynamiques, étudiées d'abord avec une perspective comparative au niveau européen, ont été également appréhendées de manière approfondie au travers d'une recherche qualitative menée en Belgique. Dans ce

4. Les résultats de ce projet sont présentés dans Rea *et al.*, 2019.

pays, les politiques d'asile et les politiques d'accueil relèvent de la responsabilité du gouvernement fédéral ; néanmoins, d'autres niveaux de gouvernement sont impliqués dans la gestion des questions liées aux migrations. Par exemple, les régions sont responsables des politiques d'intégration conjointement avec les gouvernements locaux, et les organisations non gouvernementales (telles que la Croix-Rouge) jouent également un rôle important, car la plupart des centres d'accueil sont gérés par ces organisations. Dans l'ensemble des actions développées, qui fait des politiques d'asile en Belgique un exemple typique de gouvernance multiple et à plusieurs niveaux (Van Heffen *et al.*, 2000), émergent également les initiatives d'individus qui se positionnent et se mobilisent, de manière autonome ou dans des cadres différemment structurés, à propos des questions migratoires et de la manière dont celles-ci sont gérées dans le pays.

II. Discours, actions et mobilisations pro- et anti- migrants en Belgique

La polarisation de l'opinion publique qui figure parmi les constats de départ du projet PUMOMIG ne se manifeste pas nécessairement dans des actions concrètes en Belgique. En effet, les actions de la société civile et les initiatives citoyennes en soutien aux migrants sont certainement plus visibles (et médiatisées) et semblent ainsi avoir un impact plus important, au moins dans les contextes étudiés dans le cadre de ce projet, que les actions de contestations. Ces dernières se concrétisent rarement en des protestations ou d'autres formes de contestation, bien qu'elles puissent se développer sous forme de prise de parole dans des débats publics, par exemple ceux qui sont organisés lors de l'ouverture de nouveaux centres d'accueil. En Belgique, l'accueil des demandeurs d'asile est principalement organisé autour de structures collectives de réception. À partir de 2015, plusieurs nouveaux centres ont été ouverts par le gouvernement fédéral pour répondre à l'augmentation des demandes. Avant ou immédiatement après l'ouverture de ces nouveaux centres, des réunions peuvent être organisées avec le but d'informer les résidents de l'environnement local concernés à propos de cette installation, et des formes de contestations peuvent émerger à ces occasions. Ces faibles initiatives anti-migrants se développent souvent pour des raisons de chiffres, c'est-à-dire lorsque les résidents craignent par exemple que l'ouverture d'un grand centre d'accueil pour demandeurs d'asile dans un petit village puisse amener à une disproportion en termes de résidents locaux et étrangers. Ou encore, les résidents peuvent se plaindre du fait que l'ouverture du centre n'a pas été discutée au préalable avec les autorités et la population locale, qui n'est donc pas « préparée » à ce changement ayant lieu dans leur environnement de vie. Enfin, des désaccords peuvent émerger pour des questions de cohabitation, par exemple lorsqu'une structure d'accueil est immédiatement adjacente à des habitations. Pour argumenter ces positionnements, les individus mobilisent des descriptions stéréotypant les caractéristiques individuelles et les

appartenances des migrants, mettant en place un processus de racialisation et altérisation des migrants qui amène à se positionner contre toute politique d'accueil par parti pris.

Au-delà de ces facteurs concernant le développement d'actions anti-migrants, ce chapitre porte principalement sur les actions de mobilisation pro-migrants, pour les raisons déjà mentionnées d'une plus grande visibilité et d'un plus grand impact, mais aussi parce que leur étude permet également d'appréhender les opinions développées par les individus à propos du système d'accueil en Belgique. Les cas d'études considérés sont représentés dans le tableau suivant, qui reprend leurs distributions dans les trois régions qui composent la Belgique :

Tableau 1 : Cas d'étude

	Bruxelles	Wallonie	Flandre
Centres d'accueil ouverts avant 2015	Petit château	Fraipoint	St. Niklaas
Centres d'accueil ouverts après 2015		Arlon Namur St. Ode Tournai	Houthalen-H. Scherpenheuvel
Sites de mobilisation spontanée	Parc Maximilien	Burenville (Liège)	Zeebrugge

Le choix de ces sites est basé tout d'abord sur un critère temporel, c'est-à-dire en considérant le fait qu'ils aient été créés avant ou après la crise de 2015. Ensuite, d'autres éléments ont été pris en compte – tels que la dimension du centre, la localisation (en zone urbaine ou rurale), les premières réactions à l'ouverture, etc. –, dans l'optique d'équilibrer entre l'exigence d'une diversité de contextes et la possibilité de les comparer. Un autre facteur considéré dans cette étude est le fait certaines formes de mobilisations émergent autour de rassemblements de migrants qui ne correspondent pas à des structures institutionnelles de réception. L'analyse des raisons qui déterminent le développement de ces initiatives permet de faire émerger les opinions relatives aux politiques d'accueil et d'étudier la réception de ces dernières par la population locale ainsi que par les migrants eux-mêmes. La recherche menée dans ces sites se base sur une méthodologie qualitative incluant d'un côté une série d'entretiens semi-directifs (individuels et collectifs) avec une typologie différenciée d'acteurs – membres de la société civile et des associations, représentants institutionnels (des gouvernements locaux, des administrations, des institutions culturelles, etc.), activistes et migrants – et d'autre côté l'observation participante d'activités tels que les services sociaux et les initiatives de bénévolat dans les centres d'accueil, les actions de mobilisation des activistes et des migrants (y compris plusieurs activités artistiques et culturelles), etc.

A. Facteurs contextuels et cadres de mobilisation

Les actions de mobilisation autour et par les migrants se développent en lien avec des facteurs contextuels, et elles prennent des formes différentes en fonction de ces éléments. Les opinions et pratiques liées à l'accueil, en particulier celles de soutien aux migrants, se développent lorsque sont présentes certaines opportunités contextuelles permettant que la mobilisation s'exerce. La théorie des structures d'opportunités politiques veut que les actions de mobilisation collective surgissent dans le cadre des opportunités politiques disponibles dans l'environnement en question et des contraintes de cet environnement (politique entre autres) pose. La légitimation discursive et la répercussion de ces actions, ainsi que les modalités d'expression des revendications et les contenus de celles-ci, dépendent du contexte dans lequel les acteurs sociaux opèrent :

The central tenet of the political opportunity approach to collective action is that mobilisation is not a direct reflection of social structural tensions, problems and grievances, but is mediated by the available opportunities and constraints set by the political environments in which mobilising groups, in the case at hand migrants, operate. By offering favourable access to the policy process, and public resonance and discursive legitimacy to some forms of claims-making, while creating negative stimuli for other forms of claims-making, the political opportunity structure favours some collective actors, some expressions of collective identities, and some types of demands over others (Koopmans, 2004).

Dans les cas d'étude considérés, les éléments contextuels façonnent des cadres de mobilisation (Snow & Benford, 1988) qui sont au moins de l'ordre de trois types et qui déterminent des pratiques d'accueil et des revendications spécifiques. Il s'agit premièrement d'actions orientées par des préoccupations humanitaires, adressant principalement la réponse aux besoins de base des individus et se substituant – ou agissant en parallèle – aux politiques d'accueil, jugées comme inadéquates ou manquantes et appelées à assumer leurs responsabilités⁵. Deuxièmement, d'autres revendications adressent les politiques migratoires de manière plus large, en dénonçant leur caractère restrictif ainsi que, par conséquent, leur effet de produire des migrants « illégaux » (De Genova, 2022). Troisièmement, certaines initiatives visent la promotion d'une citoyenneté inclusive, et elles trouvent leur justification dans une approche de longue durée enracinée dans le passé des sites en question, se basant sur la volonté d'assurer des droits transversaux à plusieurs catégories d'individus.

Bien que façonnés par des éléments contextuels spécifiques (les contingences humanitaires déterminées par la présence de migrants en situation irrégulière, l'orientation politique de certains environnements, l'histoire de luttes d'autres endroits, etc.), ces trois cadres de mobilisation se superposent lorsque les actions qui les caractérisent les traversent et glissent de

5. L'opposition est aussi, dans ce cas, envers les pratiques policières de persécution des migrants.

l'un à l'autre au cours du temps. Notamment, la politisation de l'action humanitaire (Vandevoordt & Verschraegen, 2019) est un processus évident dans plusieurs des contextes étudiés, et il peut également déterminer la transformation de certains contextes en des villes « sanctuaires » (Vannini *et al.* 2018 ; Mescoli, 2021), des sites au sein desquels le système d'accueil des migrants se modifie sur base d'une logique et d'une politique locales.

B. Acteurs engagés, réseaux, conflits

Les actions de mobilisation qui questionnent le système d'accueil en Belgique sont développées par une pluralité d'acteurs qui agissent au sein de réseaux soit précédemment établi, soit se constituant au fur et à mesure que les initiatives se structurent et d'une certaine manière se professionnalisent. Chaque acteur assume un rôle au sein de ces réseaux et les possibilités de prise de parole ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous (Mescoli *et al.* 2020 ; Mescoli & Roblain, 2021) ce qui fait que des conflits peuvent émerger. Au sein des initiatives de soutien aux migrants, des divergences et concurrences d'intérêts parmi les acteurs concernés peuvent apparaître, par exemple, concernant le « choix » de quelle catégorie de migrants privilégier en quelque sorte dans les actions⁶. Il peut aussi émerger une diversité de pratiques au travers desquelles s'exerce la mobilisation et auxquelles est accordée une importante inégale (les manifestations n'auront pas le même impact que les pièces théâtrales, et vice-versa) ; ou encore des tensions entre des organisations établies telles que des ONG ayant une longue expérience d'un côté, avec leur personnel formé et leurs normes, et des individus enthousiastes qui découvrent le terrain assez récemment d'autre côté, et qui agissent de manière moins structurée et contrainte. Ces conflits et tensions reflètent des enjeux et équilibres socio-politiques qui sont en place dans l'environnement local et qui déterminent les espaces et modalités de mouvement et action dans le cadre de l'accueil et du support aux migrants.

C. Les motivations de l'hospitalité

Les actions de mobilisation sont diversifiées et leur forme dépend des objectifs visés : lorsqu'il s'agit d'initiatives humanitaires, les actions qui répondent aux besoins de base (logement, alimentation, santé) sont prioritaires ; lorsque l'opposition aux politiques migratoires et la promotion d'une citoyenneté inclusive sont des dimensions en œuvre dans la mobilisation, les actions incluent également des revendications politiques, qui se manifestent sous forme de prises de parole diverses (interpellations communales et gouvernementales, cartes blanches, pétitions, manifestations, etc.) et d'activités de sensibilisation.

6. Par exemple, certains activistes n'incluent dans leurs actions que des réfugiés reconnus ; d'autres se mobilisent pour les demandeurs d'asile, et d'autres encore soutiennent les migrants en séjour irrégulier qui séjournent temporairement en Belgique, dirigés vers le Royaume Uni, et pas ceux qui ont fait du pays leur lieu de résidence définitive (en dépit du refus du titre de séjour).

Au-delà des facteurs contextuels et positionnements collectifs, les motivations individuelles des acteurs engagés dans ce processus sont également multiples. Il est récurrent, tout d'abord, un sentiment d'empathie et une « idéologie de compassion ou de solidarité » (Feischmidt & Zakariás, 2019 ; Fassin, 2002 ; 2015) vis-à-vis d'êtres humains vulnérables, décrits comme des victimes de la crise économique mondiale contemporaine et du système politique global ainsi que des politiques sécuritaires de gestion de la migration mises en place pour le préserver. Comme Heins et Unrau l'écrivent, « [bien] qu'elle ne soit pas absolue ni inconditionnelle au sens de Derrida (2000 : 25 ; 77), l'hospitalité publique généralisée à l'égard des migrants est néanmoins remarquable dans un monde structurellement inhospitalier caractérisé par des contrôles frontaliers militarisés et des politiques d'immigration de plus en plus sélectives adaptées aux besoins du marché du travail des pays riches » (Heins & Unrau 2018 : 229)⁷. Dans un contexte de « politisation de la charité », où le dévouement et le soutien aux activités humanitaires sont « étroitement associés aux attitudes politiques » (Feischmidt & Zakariás, 2019 : 60), les mobilisations dans le domaine des migrations sont souvent des actes (anti-) politiques également motivés par la perception d'une injustice généralisée de laquelle les migrants font souvent l'objet, indépendamment de leur statut juridique spécifique. Vandevordt et Verschraegen (2019) décrivent ce champ d'action comme « la zone grise entre politique et morale, ou entre l'effet de politisation et de dépolitisation d'actions particulières » et le nomment « humanitarisme subversif », c'est-à-dire l'action de « fournir une aide malgré l'opposition des gouvernements à le faire » et ainsi l'adoption d'« un ordre social différent » (102-104), fait de politiques et pratiques d'accueil propres. Dans ce processus, la dimension affective et le facteur émotionnel jouent un rôle crucial pour déterminer l'action. La mobilisation sur les questions migratoires et en aide aux migrants a aussi une portée individuelle, car il constitue par exemple pour les individus qui s'activent une occasion de donner une nouvelle orientation à leur vie, en satisfaisant ce qui a été décrit comme un « narcissisme moral » (Heins & Unrau, 2018 : 231). Certains travaux dans la littérature des *refugee studies* mettent en évidence les relations de pouvoir déséquilibrées qui sont établies entre les bénévoles et les migrants, dues également au fait que les premiers sont ceux qui fournissent l'aide et les derniers sont ceux qui le reçoivent, sans, en principe, avoir la possibilité de produire un contre-don⁸. Néanmoins, plusieurs modalités sont possibles pour rétablir une réciprocité dans la relation d'aide et accueil, non seulement au travers de la manifestation de gratitude de la part des migrants, mais aussi par l'échange interculturel établi, par le partage de vécu, par l'engagement des migrants eux-mêmes dans des activités diverses (dans le cadre ou au-delà de la mobilisation en lien avec les questions migratoires) etc., ce qui fait que cette relation finit par déterminer un gain réciproque pour les individus qui y sont engagés.

7. Ma traduction.

8. Certains chercheur(e)s appliquent les théories de Mauss sur le don (Mauss, 1923) à l'étude de ces dynamiques (voir notamment Harrell-Bond, 2002 et Heins & Unrau, 2018).

Il également intéressant de noter que les motivations à s'engager peuvent être accompagnées par des postures et discours paternalistes qui infantilisent et racialisent les migrants ; postures et discours déterminés par un cadre de pensée souvent dominé par une dichotomie « nous/eux » qui se concrétise dans une essentialisation des caractères culturels de chacun et dans l'affirmation d'une incompatibilité et résistance au changement, une sorte d'écart culturel difficilement surmontable. Comme le décrivent Berg et Fiddian-Qasmiyeh, « l'hospitalité et l'hostilité sont étroitement liées, bien que les concepts et processus semblent en apparence contradictoires. L'hospitalité [...] est toujours conditionnelle et englobe un potentiel d'hostilité » (2018 : 2). Au sein de ces dynamiques, les migrants se positionnent de manière active, non seulement en redéfinissant leur rôle dans la relation d'aide au vu de rétablir la réciprocité, mais aussi en réclamant des espaces d'action autonome, et des revendications propres.

III. L'agency des migrants

Cette étude démontre que les migrants contribuent de manière active au questionnement des politiques d'accueil et à la dénonciation de mesures politiques qui portent atteinte au droit à la migration. Les migrants élaborent des représentations et opinions sur base de leur propre vécu des politiques migratoires et des politiques d'accueil. Tout d'abord, la procédure d'asile est perçue comme un dispositif de violence institutionnelle, qui s'exerce à travers plusieurs éléments : la temporalité du processus (les demandeurs d'asile dénoncent la longueur des attentes – pour l'interview au CGRA⁹, pour la réception d'une réponse – mais aussi les refus rapides de statut¹⁰) ; les modalités d'action des administrations, lorsque les agents sollicités dans les démarches des migrants assument des comportements vécus négativement par ces derniers ; un système légal aux normes complexes qui apparaît aux yeux des directs intéressés comme totalement arbitraire, reflétant les théorisations qui décrivent la « loterie de l'asile » (Türk & Dowd, 2014 : 281) et déterminant des situations non voulues d'immobilité dans la mobilité. Les centres fermés de détention des migrants¹¹ sont un autre symbole puissant de cette violence structurelle. Les demandeurs d'asile se positionnent également au niveau de l'accompagnement qu'ils sont censés recevoir dans les structures d'accueil. Ils dénoncent dans certains cas des expériences frustrantes, notamment lorsqu'ils perçoivent la vie dans les centres collectifs comme contraignante : certains décrivent ces endroits comme des « prisons », au sein desquels ils n'ont pas de liberté

9. Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, organe en charge de l'examen des demandes d'asile et des décisions qui en dérivent au niveau de l'attribution ou non du statut de réfugié (voir <https://www.cgra.be/fr>, consulté le 5 mai 2019).

10. La référence est notamment au manque de considération perçu par rapport aux demandes d'asile introduites par des individus provenant de pays considérés comme « sûrs » et rapidement rejetées.

11. Destinés aux personnes dont la demande d'asile a été refusée, ou en séjour irrégulier pour d'autres raisons et interpellés sur le territoire par les forces de l'ordre.

de mouvement et action et les normes qui règlent les activités quotidiennes peuvent amener à une sorte d'aliénation de l'individu de soi-même. Aliénation qui paradoxalement génère d'autant plus de craintes lorsque les individus se projettent à l'extérieur des centres et visualisent la vie en autonomie. Des stratégies sont mises en place pour contrer les aspects problématiques liés au vécu de la part des demandeurs d'asile des politiques d'asile et d'accueil. Par exemple, certains s'engagent dans des activités externes au centre (professionnelles, de formation, de loisir, etc.) ou réclament et créent à l'intérieur des centres des espaces autogérés. Le but est de « remplir » cet espace d'attente qui est un espace liminal, tel que produit par les normes qui règlent le processus d'immigration, mais chargé d'expériences et vécus (Agier, 2008).

D'autres nouveaux migrants, indépendamment de leur statut, organisent des initiatives de sensibilisation avec le but de reprendre un espace de parole au départ d'une marginalisation qui est la conséquence de ces politiques et pratiques de gestion de la migration. Il émerge une volonté de ré-humaniser les individus contre les images stéréotypées diffusées par les médias (Malkki, 1995). Les activités artistiques sont parmi les outils possibles mobilisés par les migrants dans ce processus de prise de parole au sein des cas d'études analysés. Un processus qui s'exerce dans le cadre d'un réseau d'acteurs et associations qui « accompagnent » d'une certaine manière les initiatives des migrants qui se positionnent envers les politiques d'accueil, car ils mettent à disposition des espaces et des relations dont ils disposent pour qu'ils soient occupés par les migrants eux-mêmes. Néanmoins, un espace d'autonomie ultérieure peut également être revendiqué par ces derniers, qui se voient par moments contraints dans des structures de pouvoir au sein desquelles l'exercice de leur *agency* semble rester limité.

Conclusion

Les réflexions présentées dans cet article, élaborées au départ de l'analyse des données qualitatives collectées dans le cadre du projet de recherche « PUMOMIG – Opinion publique, mobilisations et politiques concernant les demandeurs d'asile et les réfugiés dans un contexte anti-immigration (Europe et Belgique) », permettent d'étudier les politiques d'accueil depuis le vécu des individus. Les migrants et d'autres acteurs sociaux qui se mobilisent au sujet des migrations assument des positionnements vis-à-vis ces politiques, et développent des actions spécifiques. L'analyse critique de ces matériaux démontre que les politiques, mais aussi les pratiques d'accueil des migrants sont complexes, notamment au niveau des dynamiques de réseau et relationnelles qui les traversent. Ces politiques et pratiques d'accueil s'insèrent dans des structures de pouvoir et d'opportunités politiques et contextuelles plus amples, qui définissent les rôles, les modalités d'actions et les objectifs de chaque catégorie d'acteurs engagée.

Références bibliographiques

Agier, M., 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris : Flammarion, 350 p.

Berg, M. L. & Fiddian-Qasmiyeh, E., 2018, "Hospitality and Hostility towards Migrants : Global Perspectives—An Introduction," *Migration and Society*, vol. 1, n° 1, pp. 1–6.

Rea, A. ; Martiniello, M. ; Mazzola, A. ; Meuleman, B. (sous la direction de), 2019, *The refugee reception crisis in Europe. Polarized opinions and mobilizations*, Brussels, Belgium: ULB Press.

De Genova, N. (2002). "Migrant illegality" and deportability in everyday life. *Annual review of anthropology*, 419-447.

Derrida, J., 2000, *Of Hospitality*, Stanford, CA: Stanford University Press, 160 p.

Fassin, D., 2002, La souffrance du monde. Considérations anthropologiques sur les politiques contemporaines de la compassion, *L'Évolution psychiatrique*, 67(4), 676-689.

Fassin, D., 2015, *La Raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent : Une histoire morale du temps présent*, Média Diffusion.

Feischmidt, M. & Zakariás, I., 2019, "Politics of Care and Compassion: Civic Help for Refugees and Its Political Implications in Hungary—A Mixed-Methods Approach," in: Feischmidt, M. ; Pries, L. ; Cantat, C. (sous la direction de), *Refugee Protection and Civil Society in Europe*, Cham: Palgrave Macmillan, pp. 59–99.

Harrell-Bond, B., 2002, "Can humanitarian work with refugees be humane?," *Human rights quarterly*, vol. 24, n° 1, pp. 51–85.

Heins, V. M. & Unrau, C., 2018, "Refugees welcome: Arrival gifts, reciprocity, and the integration of forced migrants," *Journal of International Political Theory*, vol. 14, n° 2, pp. 223–239.

Koopmans, R., 1988, "Migrant mobilisation and political opportunities: variation among German cities and a comparison with the United Kingdom and the Netherlands," *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 30, n° 3, 2004, pp. 449–470 (voir p. 451). Snow, D. & Benford, R. D., "Ideology, frame resonance, and participant mobilization," *International social movement research*, vol. 1, n° 1, p. 197–217.

Malkki, L. H., 1995, "Refugees and exile: From "refugee studies" to the national order of things," *Annual review of anthropology*, vol. 24, n° 1, pp. 495–523.

Mescoli, E., 2021, Multi-Level Governance and Sanctuary Cities: The Case of Liège (Belgium) and Undocumented Migrants. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 19(3), 287-300.

Mescoli, E., Roblain, A., & Griffioen, P., 2020, Les initiatives citoyennes de soutien aux migrants en Belgique. De l'humanitaire à la contestation politique, *Anthropologie & développement*, (51), 171-185.

Mescoli, E., & Roblain, A., 2021, The ambivalent relations behind civil society's engagement in the "grey zones" of migration and integration governance: Case studies from Belgium, *Political Geography*, 91, 102477.

Mauss, M., 1923, "Essai sur le don forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques," *L'année Sociologique* (1896/1897-1924/1925), vol. 1, p. 30–186.

Türk, V. & Dowd, R., 2014, "Protection Gaps," in: Fiddian-Qasmiyeh, E.; Loescher, G.; Long, K.; Sigona, N., 2014, (sous la direction de), *The Oxford Handbook of Refugee and Forced Migration Studies*, Oxford: Oxford University Press, pp. 278–289.

Vandevoordt, R. & Verschraegen, G., 2019, "Subversive Humanitarianism and Its Challenges: Notes on the Political Ambiguities of Civil Refugee Support," in: Feischmidt, M.; Pries, L.; Cantat, C. (sous la direction de), *Refugee Protection and Civil Society in Europe*, Cham: Palgrave Macmillan, pp. 101–128.

Van Heffen, O.; Kickert, W.J.M.; Thomassen, J.A., 2000, "Introduction: Multi-Level and Multi-Actor Governance", in: Van Heffen, O.; Kickert, W.J.M.; Thomassen, J.A., (sous la direction de) *Governance in Modern Society*, Library of Public Policy and Public Administration, vol. 4., Dordrecht: Springer, pp. 3–11.

Vannini, S.; Gomez, R.; Carney, M.A.; Mitchell, K., 2018, "Interdisciplinary Approaches to Refugee and Migration Studies: Lessons from Collaborative Research on Sanctuary in the Changing Times of Trump", *Migration and Society*, vol. 1, n° 1, pp. 164–174.

Elsa Mescoli
Chercheuse postdoctorale et Maître de conférences
CEDEM – Centre d'études de l'ethnicité et des migrations
Université de Liège, Faculté des Sciences Sociales
Place des orateurs 3 (Quartier Agora), bât. 31, bte 24
4000 Liège - Belgique
E.Mescoli@uliege.be